

Gis et enseignement technique agricole Un dialogue légitime sur le produire autrement

La recommandation « Enseigner autrement pour produire autrement » figure dans l'Action 16 de l'axe 2 du Plan Écophyto. Un rapprochement s'impose entre les exploitations des lycées agricoles et les GIS Fruits et GIS PIClég pour le bénéfice des futurs producteurs et techniciens, la formation continue des enseignants – toujours avides de rencontres avec le terrain –, et plus largement la diffusion du progrès technique.

Quel frein existe à l'intégration de l'enseignement technique agricole dans les Groupements d'intérêt scientifique de nos filières ? Peut-être tout simplement une méconnaissance de la quarantaine d'EPL (établissement public local)¹ déjà engagés dans des systèmes innovants en fruits et légumes, et du potentiel des autres. Et ce via l'animation des réseaux internes de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (Formabio, agronomie-Écophyto...), ses ENA (établissements nationaux

d'appui), les fermes Dephy ou des Casdar comme Biodivea².

Fort à propos

En novembre 2014, le séminaire annuel thématique organisé par le réseau national « Horticultures et paysage » (inclus les productions alimentaires) a marqué un tournant. Questionnant « quels systèmes de productions soutenables en fruits et légumes ? », il a engendré une prise de connaissance réciproque entre les responsables des GIS et des directeurs d'exploitation agricole (DEA) de lycée. Des liens indirects



ou passerelles préexistent par l'engagement de l'outil de production d'établissement dans des projets via, par exemple, leur convention avec une école d'ingénieurs (cf le lycée de Pouillé et Agrocampus Ouest-INHP) ou un projet, à l'instar du Lycée nature vendéen avec l'École vétérinaire de Nantes sur les pratiques de butinage

des abeilles dans les bandes floristiques.

Est-ce le fait de la pluralité des cultures dans certaines exploitations ? Un fil conducteur des lycées innovants semble être la biodiversité, et sa fonction protectrice complémentaire. L'agroforesterie³ est à l'honneur, tout comme des vergers conservatoires. Le lycée de Ribecourt (Aisne) a planté un très original verger accueillant sur le rang des pommiers de haut jet en alternance avec des pieds mères de petits fruits et dans l'interrang des légumes. Le bio est très bien placé également. « Le maraîchage bio avait quasiment disparu de notre enseignement. Il est réapparu par le biais de la formation continue d'adultes. La taille de ces ateliers varie et peut atteindre jusqu'à 7 ha au lycée de Morlaix-Suscino », témoigne un DEA.

« À plusieurs, la charrue est moins lourde à tirer »,
expliquait Gérard Roche.

SUR LE TERRAIN ÉDUCATIF

Action 16 !

Action 16 de l'axe 2 du plan Écophyto : Engager les exploitations de l'enseignement et du développement agricoles à jouer systématiquement un rôle moteur dans la généralisation des itinéraires techniques et des systèmes de culture innovants.

En 2014, 40 EPL fruits et légumes ont été identifiés comme actifs en pratiques innovantes, plus quelques ateliers techniques dans d'autres lycées multifilières.

Exemples récents. Le lycée Saint-Paul de la Réunion intervient dans le Casdar D2Biofruits sur les pertes en post-récolte. Le lycée de Niort s'engage dans le Casdar PEPS (fruits à PEPins et Stimulation des défenses). Le Fresne (Anjou) et lycée nature de la Roche-sur-Yon participent à Agreable (bioagresseurs sur carotte en AB), un projet régional porté par l'Arepal.

Pour se mettre en ordre de marche, des événements thématiques rassemblent les exploitations éducatives. À l'automne 2014, le lycée Valentin de Valence (Rhône Alpes) recevait l'arboriculture fruitière – tirant parti de sa proximité avec l'unité expérimentale Inra de Gothenon – tandis que Coutances (Normandie) accueillait le maraîchage et l'horticulture d'ornement.

Experts plus que profanes

Les DEA sont bien davantage que des experts profanes – un néologisme en sociologie de l'innovation. « Nos exploitations agricoles ont pour objectif d'être



« Innover, mutualiser, échanger », les GIS pourraient avoir le même slogan que le réseau Hortipaysage. Ici une table-ronde durant le séminaire national sur les systèmes de production soutenables en fruits et légumes.

rentables, avec une obligation de résultats économiques, appuie Yannick Meneux de la DGER. Elles doivent contribuer à la production de nouvelles connaissances et être associées le plus tôt possible dans la construction de projets, via des Casdar entre autres. » Toujours pragmatique, Gérard Roche, administrateur-ressource de PIClég à Légumes de France, souhaite « que les techniques déjà issues du GIS soient transférées via les exploitations d'écoles ; il faut que les étudiants s'emparent des résultats. Malgré toute l'expérimentation passée pour s'affranchir des phyto, il reste nécessaire de comprendre ce qui fonctionnera réellement ou pas chez les producteurs. Faut-il changer les haies en changeant de culture ? De nouveaux relais sont toujours utiles ».

Navette pédagogique

« Tirons parti des conventions entre des EPL et des chambres d'agriculture dans

leur réflexion sur Écophyto pour créer des liens plus étroits avec les réseaux professionnels de R&D ; utilisons le relais des Draaf puisque, somme toute, les lycées publics leur appartiennent. » Les suggestions fusent. Autre réflexion judicieuse, de Xavier Bunker du lycée de Ribecourt : « Si la masse critique d'un établissement est trop faible en surface et volume de production, qu'il se rapproche de producteurs pour atteindre une plus grande échelle. »

Le dispositif « tiers-temps » de la DGER permet de dégager du temps pour des enseignants afin de jouer un rôle d'interface entre éducation, recherche et développement, par exemple via une veille sur les appels à projets. Ces tiers-temps fonctionnent souvent eux-mêmes comme chefs de projet et constatent que les enjeux locaux motivent les troupes. En parallèle, plu-

sieurs lycées ont acquis une expérience des échanges dans des RMT (réseaux mixtes technologiques), certes multifilières mais aux acteurs pluralistes : conseillers techniques, chercheurs, enseignants.

Une table-ronde du séminaire de novembre a débattu du rôle des lycées pour remonter l'information (stratégie bottom-up) sur les guides de conception de systèmes de culture économes en produits phytosanitaires produits par les deux GIS, et le tout récent outil interactif multifilières, bien propice pour les jeunes. L'enseignement entend saisir l'opportunité de ce tournant. « Pourquoi pas des groupes nationaux référents de l'enseignement pour faire le lien avec les professionnels ? », interroge Géraldine Bonnier, inspectrice nationale, qui désire « que les apprenants s'installent dans le nouveau contexte de l'interrogation

sur le comment produire, une démarche pédagogique souhaitée par la DGER ».

Pour son collègue Xavier Bordenave, l'enseignement agricole doit devenir plus exploratoire. « Nos exploitations sont des supports grandeur nature. La poursuite du chantier passe aussi par le développement de partenariat entre l'enseignement technique et l'enseignement supérieur ».

Le débat, plus large que la seule intégration dans les GIS, appelle la reconnaissance de l'enseignement technique agricole dans la chaîne d'expérimentation. Et il ne se limite bien sûr pas à l'enseignement public !

Linda Kaluzny-Pinon

(1) Raccourci de EPLEFPA, établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole

(2) Voir A.F. 680 janvier 2014 et Culture Légumière 138 novembre-décembre 2013

(3) À lire ultérieurement l'action originale du lycée de Ribecourt